

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

Montag (Nachmittag), 7. März 2022 / Lundi après-midi, 7 mars 2022

Staatskanzlei / Chancellerie d'Etat

**6 2021.STA.1412 Gesetz
Gesetz über die digitale Verwaltung (DVG)**

**6 2021.STA.1412 Loi
Loi sur l'administration numérique (LAN)**

2. Lesung / 2^{nde} lecture

Le président. Nous passons à présent au point numéro 6 de l'ordre du jour. Je laisse la direction des débats à M. le premier vice-président et M. le deuxième vice-président.

Der Vizepräsident übernimmt den Vorsitz. / Le vice-président prend la direction des délibérations.

Vizepräsident. Dann fahren wir weiter mit dem Traktandum Nummer 6, dem Gesetz über die digitale Verwaltung (DVG). Es ist ein Gesetz aus der SAK und es ist die zweite Lesung.

Eintretens- und Grundsatzdebatte / Débat d'entrée en matière et débat de principe

Sandra Roulet Romy, Malleray (PS), rapporteuse de la CIRE. Nous discutons aujourd'hui de la deuxième lecture de la loi sur l'administration numérique (LAN). Le décret a d'ores et déjà été accepté en première lecture. Donc, nous ne discutons pas le décret. Il n'y a pas de changements majeurs pour cette deuxième lecture.

En novembre dernier, le Grand Conseil a demandé un retour en commission pour l'art. 26. La demande était de faire une distinction dans la loi entre les logiciels libres et les données ouvertes, ce qui a été fait, ce dont nous avons discuté en commission et ce que nous allons vous proposer plus tard. La commission, de manière générale, est satisfaite des résultats et de l'aboutissement de cette loi et des propositions que nous pouvons vous soumettre aujourd'hui.

Vizepräsident. Dann hat Grossrätin Dunning das Wort. Wo ist sie? – Dann hat wahrscheinlich jemand anderes für sie gedrückt. Ich gebe das Wort Grossrätin Riesen.

Maurane Riesen, La Neuveville (PSA), porte-parole de groupe. Lors de la dernière session, nous avons intensément discuté de cette loi. Je ne vais pas rouvrir le débat sur les différentes revendications que nous avons faites alors. Permettez-moi simplement de regretter que vous ayez décidé de louper l'occasion d'avoir une numérisation réellement moderne, durable et sociale.

En effet, avec le primat du numérique, nous sommes le premier canton à aller si loin et nous faisons une loi en faveur de l'administration, au lieu de faire une loi en faveur de la population. Un point important est le suivant : la numérisation de l'accès aux services publics est indispensable, mais pour certains, recourir à Internet pour leur rapport à l'administration ou pour d'autres activités de la vie quotidienne peut représenter une énorme difficulté. Les raisons pour certaines personnes sont le manque de matériel requis, le manque de savoir informatique, le manque d'assistance de proches, etc. « Le Monde diplomatique » écrivait à ce sujet que pour ces personnes-là, la – entre guillemets – « start-up nation » s'apparentait à une peine d'exil dans leur propre pays. Il y a un réel risque de fracture numérique sociale et générationnelle auquel il faut faire face. En France, ils esti-

ment qu'il s'agit d'une personne sur cinq qui est concernée par cette exclusion, et il n'y pas de raison que la situation soit différente en Suisse. Pour ces personnes, cela représente un handicap majeur. La pandémie de COVID-19 a mis cette problématique en exergue : de nombreuses personnes, notamment personnes âgées, n'arrivaient pas à utiliser les outils informatiques pour trouver un centre de vaccination et les demandes d'informations par téléphone étaient énormes. N'oublions pas ces personnes lors de l'application de cette loi. N'aggravons pas la fracture ou l'exil de ces personnes.

Nous regrettons que la loi ne prévoit pas une alternative papier sur simple demande, surtout pour les communications entre les citoyens et le canton. Pourtant, une numérisation efficiente au sein de l'administration pourrait rendre cette alternative accessible sur demande sans coûts supplémentaires, il suffirait simplement, dans la plupart des cas, d'imprimer la dernière page.

Nous regrettons également que l'importance centrale de la sécurité des données n'ait pas été davantage mise en avant dans cette loi, alors que l'actualité nous montre que de nombreux réseaux publics et privés suisses ont été visés par des cyberattaques. L'exemple de la commune de Rolle, je l'avais cité la dernière fois, maintenant, il y a aussi l'Université de Neuchâtel qui est un exemple beaucoup plus récent ou la plateforme EasyGov.

Il y a aussi une certaine retenue pour la numérisation suivant les principes de l'open source est open data, même si ce point s'est amélioré avec cette seconde lecture. Le fait d'améliorer les compétences informatiques au sein de l'administration, de tendre vers une certaine indépendance ou autonomie numérique aurait également été plus favorable.

Néanmoins, dans l'ensemble, cette loi va dans la bonne direction et régule des aspects importants en lien avec l'administration numérique. Et cette deuxième lecture amène encore quelques très légères améliorations. Le groupe PS-JS-PSA entre donc en matière pour le deuxième traitement de cette loi.

Vizepräsident. Haben wir weitere Sprecher, die an der Eintretensdebatte teilnehmen möchten? – Gut, dann fahren wir weiter.

Detailberatung / Délibération par article

I.

1 Allgemeine Bestimmungen / 1 Dispositions générales

Art. 1 und Art. 2 Abs. 1 Bst. a / Art. 1 et art. 2, al. 1, lit. a

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite
--

Art. 2 Abs. 1 Bst. b / Art. 2, al. 1, lit. b

Antrag SAK-Mehrheit (Roulet Romy, Malleray) und Regierungsrat

Die Digitalisierung erfolgt wirtschaftlich und effizient. Sie erleichtert die behörden- und staats-ebenenübergreifende Zusammenarbeit.

Proposition majorité de la CIRE (Roulet Romy, Malleray) et Conseil-exécutif

La numérisation est économique et efficiente. Elle facilite la collaboration entre les autorités et les différents niveaux étatiques.

Antrag SAK-Minderheit (Messerli, Nidau)

Die Digitalisierung erfolgt wirtschaftlich, ressourcenschonend und effizient. Sie erleichtert die behörden- und staatsebenenübergreifende Zusammenarbeit.

Proposition minorité de la CIRE (Messerli, Nidau)

La numérisation est économique, économe en ressources et efficiente. Elle facilite la collaboration entre les autorités et les différents niveaux étatiques.

Antrag Roulet Romy, Malleray (SP-JUSO-PSA)

[Der Antrag betrifft nur den französischen Text.]

Proposition Roulet Romy, Malleray (PS-JS-PSA)

La numérisation est économique, ~~économe en ressources~~ respectueuse des ressources et efficiente. (...)

Sandra Roulet Romy, Malleray (PS), auteure de la proposition. En effet, la proposition pour cet article ne concerne que la version française. Ici, nous avons : « La numérisation est économique, économe en ressources et efficiente » et la proposition serait de transformer en « respectueuse des ressources » qui est une traduction à notre sens plus optimale et évite de répéter le terme « économique ».

Il est toutefois important d'intégrer cette notion de durabilité dans le sens spécifique de la prise en compte des aspects environnementaux pour prendre en compte l'impact écologique de la consommation d'électricité par l'utilisation d'Internet et des consommables du matériel informatique. Cette proposition a été acceptée à une large majorité par la commission. Merci pour votre soutien.

Vizepräsident. Für die Minderheit: Grossrat Messerli. Hast du dich angemeldet? – Es soll noch jemand drücken.

Philippe Messerli, Nidau (EVP), Sprecher SAK-Minderheit. Die Digitalisierung ist kein Selbstzweck. Es geht nicht um die Digitalisierung um der Digitalisierung willen. Die Digitalisierung muss einen realen Nutzen für die Bürgerinnen und Bürger, für die Unternehmen und für den Staat bringen. Deshalb ist es auch richtig und wichtig, dass die Ziele der Wirtschaftlichkeit und der Effizienz im Zweckartikel dieses Gesetzes verankert werden. Gleichzeitig ist es aber der Minderheit der vorberatenden Kommission ein Anliegen, dass bei der Digitalisierung auch dem Aspekt der Umwelt Rechnung getragen wird. Denn was wirtschaftlich und effizient ist, ist nicht gezwungenermassen auch umwelt- und ressourcenschonend. Mit der Einfügung des Begriffs ressourcenschonend im Zielartikel sensibilisieren wir die verantwortlichen Stellen, welche die Entscheidungen im Bereich der Digitalisierung treffen müssen, auch für Umwelt-, Energie-, Klima- und Nachhaltigkeitsaspekte. Es geht um Fragen wie: Wie viel Ressourcen setzen wir ein? Wie können wir den Energieverbrauch in Grenzen halten? Welche Geräte werden angeschafft? Welcher Strom wird eingesetzt? Und so weiter. Diesen Aspekten muss gerade auch bei der Digitalisierung, die einen so grossen Einfluss hat, Rechnung getragen werden. Wir wollen wirklich das Ganze, die ganze Verwaltungstätigkeit, digitalisieren. Diese Aspekte der Umwelt müssen dann auch berücksichtigt werden. Mit Blick auf unsere endlichen Ressourcen, auf die Ziele der Energiestrategie und auf den Klimawandel besteht klarer Handlungsbedarf, und wir haben hier als Grosser Rat auch eine Verantwortung, gerade mit Blick auf die nächsten Generationen. Natürlich kann man argumentieren, dass Umwelt, Klima und Ressourcenfragen schon in der Verfassung und auch in anderen Gesetzen anderweitig erwähnt und geregelt sind. Aber es schadet nichts, wichtige Anliegen zu wiederholen und immer wieder auch in einem anderen Kontext in Erinnerung zu rufen. Im Namen der Kommissionsminderheit bitte ich Sie deshalb, der beantragten Änderung zuzustimmen und den Begriff «ressourcenschonend» in den Zweckartikel aufzunehmen.

Vizepräsident. Gibt es Fraktionen, die zu diesen Anträgen Stellung nehmen wollen? Ich sehe niemanden. Doch, jetzt kommen sie. Grossrat Aebi hat das Wort.

Markus Aebi, Hellsau (SVP), Fraktionssprecher. Wir haben diesen Artikel in der Kommission eingehend diskutiert. Wir kommen nicht zu den gleichen Schlüssen wie Grossrat Messerli. Wir haben den Eindruck, dass wir diese ganze ökologische Debatte, die Digitalisierung, eigentlich auf allen Stufen geregelt haben, und erachten es daher als nicht nötig, dass man dies hier noch einmal explizit aufführt. Wenn Sie sich überlegen, wie dies in der Praxis aussehen soll, wenn Sie solche Geräte evaluieren müssen und eine Software bezogen auf die Punkte, die Herr Grossrat Messerli vorhin erwähnt hat, evaluieren, dann löst dies Kosten aus, die nicht im Verhältnis stehen zu dem, was sie tatsächlich bringen. Ich kann mir auch vorstellen, dass die Nutzungsdauer von Geräten oder Software-Lösungen unter Umständen ökologische Auswirkungen haben kann. Das alles macht nicht Sinn. Die Digitalisierung ist eine Chance für diesen Kanton, Effizienzgewinne zu produzieren, und diese Effizienzgewinne müssen Sie mit allen Mitteln umsetzen. Das ist unsere Chance in diesem Kanton, und da können Sie nicht noch weiss-der-Kuckuck-welche Prüfungen machen usw. Deshalb lehnen wir als Fraktion den Antrag Messerli einstimmig ab.

Maurane Riesen, La Neuveville (PSA), porte-parole de groupe. Lors de la dernière session, le groupe PS-JS-PSA avait soutenu une proposition qui était celle, à l'époque, de la majorité de la commission qui voulait que les principes de durabilité soient pris en compte dans l'art. 2. Ça a été refusé, mais cette revendication émanait également d'une déclaration de planification de la CIRE. La formulation qui est proposée actuellement et qui est l'objet de la proposition de minorité implique donc qu'il faut veiller aux ressources utilisées et à une efficacité énergétique dans le cadre de ces outils. Le groupe PS-JS-PSA vous recommande d'accepter cet article.

Carlos Reinhard, Thun (FDP), Fraktionssprecher. Einen ähnlichen Artikel hatten wir schon in der ersten Lesung, und die FDP hält sich etwas an die Grundsätze. Das, was wir in der ersten Lesung besprochen haben, kehren wir in der zweiten Lesung nicht wieder um, wenn nicht etwas Gravierendes geändert hat. Deshalb, ganz einfach gesagt: Die FDP-Fraktion wird diesen Antrag ablehnen. Den Antrag Roulet Romy würden wir dann annehmen, wenn der Minderheitsantrag eine Mehrheit findet, denn dieser Antrag von Kollegin Roulet Romy gilt nur für den Minderheitsantrag. Deshalb äussere ich mich dazu nicht speziell, sondern wir halten ganz einfach an der ersten Lesung fest.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Grüne), Fraktionssprecher. Wir schauen es als sehr zentral an, dass das Thema der Ressourcen hier auch angeschnitten wird, und zwar spezifisch im Zusammenhang mit der Digitalisierung. Ein Punkt der Digitalisierung kann z. B. die Schulen betreffen. Ich kann Ihnen von einem Schulgebäude erzählen. Dieses wurde vor sieben Jahren in Betrieb genommen. Man hat dort schon zum zweiten Mal das ganze Soft- und Hardwaresystem ausgewechselt. Das ist nicht nachhaltig. Wenn Sie sich überlegen, was in einer Verwaltung Energie verbraucht, denke ich, ist dies an erster Stelle zuerst einmal die Heizenergie, nachher eventuell die Transportenergie, aber sicher an dritter Stelle der Betrieb von Servern, Computern, Laptops oder auch Faxmaschinen und der ganzen Infrastruktur, die es braucht, um dies zu betreiben. Das sind erhebliche Energieverbräuche, die dort hineinfließen. Wo tut es uns jetzt weh, wenn wir in dieses Gesetz hineinschreiben, dass das auf eine ressourcenschonende Art und Weise betrieben wird? Gerade dort, wo solch grosse Verbraucher am Werk sind, ist es sinnvoll. Daher plädiere ich wirklich: Geben Sie sich einen Ruck. Es tut niemandem weh. Aber wenn wir dort «ressourcenschonend» hineinschreiben, dann ist wirklich auch die Absicht des Grossen Rates enthalten, dass man sagt, man schaut, dass das von der grauen Energie, aber auch von der Betriebsenergie her schonend passiert.

Wenn ich die Argumentationsschiene von Kollege Aebi aufnehme: Wenn man sagt, Effizienz steht über allem, und jetzt wollen wir noch die Ressourcen prüfen, dann könnte genauso gut die BLS daher kommen und sagen: Die Leute so schnell wie möglich ans Ziel zu bringen, steht über allem, und dann müssen wir nicht mehr schauen, ob die Lokomotiven immer effizient funktionieren.

Christoph Auer, Staatsschreiber. Ich bitte Sie, der Kommissionsmehrheit zu folgen und am Ergebnis aus der ersten Lesung festzuhalten – so, wie es Grossrat Aebi gesagt hat. Es ist, glaube ich, nicht der richtige Ort, hier im DVG eine Zielbestimmung zur Energie- und Ressourceneffizienz und zur Nachhaltigkeit zu verankern. Wir haben dies in der Kantonsverfassung (KV). Man kann es in der Energiegesetzgebung verankern. Es sind eigentlich die gleichen Argumente, die ich schon in der ersten Lesung erwähnt habe. Es passt nicht in dieses Gesetz und es wäre aus Sicht des Regierungsrates nicht richtig, diese Ergänzung hier zu machen.

Vizepräsident. Dann kommen wir zur Abstimmung. Wir stimmen zuerst über den Antrag der SAK und des Regierungsrates in Gegenüberstellung zum Minderheitsantrag Messerli ab. Nur, wenn der Minderheitsantrag Messerli durchkommt, kommt nachher noch zusätzlich der Antrag Roulet Romy zur Abstimmung. Dann stimmen wir ab: Wer dem Antrag der SAK und des Regierungsrates zustimmt, stimmt Ja, wer dem Minderheitsantrag Messerli zustimmt, stimmt Nein.

Abstimmung / Vote

2021.STA.1412: Art. 2 Abs. 1 Bst. b / art. 2, al. 1, lit. b

Antrag SAK-Mehrheit und Regierungsrat (Ja), Antrag SAK-Minderheit (Nein)

Proposition majorité de la CIRE et Conseil-exécutif (oui), proposition minorité de la CIRE (non)

Annahme SAK-Mehrheit und Regierungsrat /

Adoption proposition majorité de la CIRE et Conseil-exécutif

Ja / Oui 71

Nein / Non 62

Enthalten / Abstentions 0

Vizepräsident. Sie haben dem Antrag der SAK und des Regierungsrates zugestimmt. Wer diesen Antrag so aufnehmen möchte, stimmt Ja, wer dies nicht will, stimmt Nein.

Abstimmung / Vote

2021.STA.1412: Art. 2 Abs. 1 Bst. b / art. 2, al. 1, lit. b

Antrag SAK-Mehrheit und Regierungsrat

Proposition majorité de la CIRE et Conseil-exécutif

Annahme / Adoption

Ja / Oui 132

Nein / Non 0

Enthalten / Abstentions 1

Vizepräsident. Sie haben diesen Antrag so ins Gesetz aufgenommen.

Art. 2 Abs. 1 Bst. c und Bst. d / Art. 2, al. 1, lit. c et lit. d

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

Art. 2 Abs. 1 Bst. e / Art. 2, al. 1, lit. e

Vizepräsident. Es gibt keinen Unterschied zwischen den Anträgen der SAK und des Regierungsrates.

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

Art. 2 Abs. 1 Bst. f / Art. 2, al. 1, lit. f

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

Art. 3 und Art. 4 / Art. 3 et art. 4

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

2 Grundsätze / 2 Principes

Art. 5–15

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

3 Basisdienste / 3 Services de base

Art. 16–19

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

4 Zusammenarbeit / 4 Collaboration

Art. 20–25

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

Art. 26 Abs. 1–4 / Art. 26, al. 1 à al. 4

Vizepräsident. Hier besteht auch kein Unterschied mehr zwischen der SAK und dem Regierungsrat oder der Staatskanzlei.

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

5 Datenschutz / 5 Protection des données

Art. 27–30

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

6 Einsatz von ICT-Mitteln / 6 Utilisation des ressources TIC

Art. 31 und Art. 32 / Art. 31 et art. 32

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

7 Ausführungsbestimmungen und Subdelegationen / 7 Dispositions d'exécution et subdélégations

Art. 33 und Art. 34 / Art. 33 et art. 34

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

8 Schlussbestimmungen / 8 Dispositions finales

Art. 35 und Art. 36 / Art. 35 et art. 36

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

II.

Änderung des Erlasses 153.01, Personalgesetz vom 16.09.2004 (PG), Stand 01.01.2020 /
Modification de l'acte législatif 153.01 intitulé Loi sur le personnel du 16.09.2004 (LPers), état au
01.01.2020

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

III. (Keine Aufhebung anderer Erlasse) / (Aucune abrogation d'autres actes)

IV. (Inkrafttreten) / (Entrée en vigueur)

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

Titel und Ingress / Titre et préambule

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

Vizepräsident. Wir kommen zur Schlussabstimmung: Wer diesen Änderungen so zustimmen kann, stimmt Ja, wer dagegen ist, stimmt Nein.

Schlussabstimmung / Vote final

2021.STA.1412: 2. Lesung / 2^{nde} lecture

Annahme / Adoption

Ja / Oui	135
Nein / Non	0
Enthalten / Abstentions	1

Vizepräsident. Sie haben diesen Änderungen zugestimmt.